



Les Amis du Musée de la Résistance
de Châteaubriant présentent

LIBÉRER & REFONDER LA FRANCE

1943-1945



L'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC) a le plaisir de vous présenter sa nouvelle exposition temporaire intitulée « Libérer et refonder la France, 1943-1945 ». Cette exposition reprend, comme chaque année, le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD 2024/2025), coordonné par le ministère de l'Éducation nationale.

Élaborée dans le cadre du 80^e anniversaire de la Libération du pays, l'exposition a retenu favorablement l'attention du Comité départemental du 80^e anniversaire, sous la présidence du préfet de région et dont l'animation est assurée par le directeur du service départemental de l'Office national des Combattants et des Victimes de Guerre (ONaCVG), par l'attribution d'un label.

Ce projet d'exposition n'aurait pas pu se concrétiser sans l'indéfectible engagement du Collectif Histoire qui a tout le mérite de cette conception unique en France et réalisée, encore une fois, dans un délai très court. Pendant six mois, ces bénévoles (enseignants, étudiants, retraités, tous passionnés d'Histoire), ont échangé, recherché, écrit et débattu de façon collégiale pour aboutir à cette formidable présentation.

L'exposition, installée du 19 octobre 2024 au 27 septembre 2025 à l'étage du Musée de la Résistance à Châteaubriant, est aussi disponible en prêt et/ou en location grâce à ses deux versions itinérantes.

Compte tenu de l'actualité commémorative, l'association se mobilise aux côtés de ses partenaires pour répondre aux demandes de réservation de la part des scolaires, collectivités territoriales, entreprises et associations à vocation mémorielle, ainsi qu'en vous offrant cette nouvelle brochure.

Beaucoup soutiennent le musée et nos actions, le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (94), les Archives départementales de Loire-Atlantique (44), les archives municipales de Nantes (44) et de Saint-Nazaire (44). Ils nous permettent de construire et de faire aboutir nos projets ambitieux autour de la transmission de cette histoire. Qu'ils en soient ici tous chaleureusement remerciés, en particulier nos partenaires économiques pour leur soutien constant : les services de l'État, les collectivités territoriales et les mécènes privés.

Tous ensemble, célébrons les valeurs de courage et d'engagement et entretenons la mémoire de cette histoire nationale et locale afin que la jeunesse sache et n'oublie pas.

Une dernière pensée émue pour Christian Cabellic, administrateur de droit, décédé à l'âge de 77 ans le 10 juillet dernier au Croisic (44), longtemps engagé dans ce devoir de mémoire auprès des jeunes et du grand public.



Gilles Bontemps

Président de l'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant

AMRC
Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant présentent

LIBÉRER & REFONDER LA FRANCE

1943-1945

DU 19 OCTOBRE 2024 AU 27 SEPTEMBRE 2025
Musée de la Résistance - La Sablière - Carrière des fusillés - Châteaubriant - Route de Laval
Mercredi et samedi après-midi de 14h à 17h et sur rendez-vous pour les groupes. Entrée gratuite. Tél. : 02 40 28 60 35 - www.musee-resistance-chateaubriant.fr

Logos des partenaires : TUAL, Région Pays de la Loire, Loire Atlantique, Châteaubriant Centre, Ville de Châteaubriant, Nantes, Saint-Amand, Rezé, Savoniar, ATP, SUEZ, sade, DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION, EIFFAGE, forma6, COCA, LP, INEO, bleu, TotalEnergies, PAPREC, SNCF, NGE, bérim.

Cette exposition itinérante a obtenu le LABEL MISSION LIBÉRATION de l'État.

LIBÉRER & REFONDER LA FRANCE

1943-1945

Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation retenu pour la commémoration de la libération du territoire national et de la victoire sur l'Allemagne nazie est l'occasion de s'interroger sur les objectifs et les circonstances qui ont conduit les Françaises et les Français à retrouver leur liberté et à soutenir la construction d'une France profondément renouvelée dans ses fondations politiques, économiques et sociales.

La libération se prépare dans une France marquée par la dégradation des conditions de vie de la population et l'intensification des actions contre tous les ennemis désignés par l'occupant allemand, avec la collaboration de l'État français. Le débarquement est attendu et redouté à la fois car il signifie le retour de la guerre en France. Cependant, après le débarquement en Normandie le 6 juin 1944 et celui en Provence le 15 août, la joie et le soulagement l'emportent lorsque la libération arrive enfin, malgré les victimes souvent nombreuses et les absents dont on reste sans nouvelles. Le Gouvernement provisoire de la République française qui s'installe à Paris dès la fin août, reprend en main la direction politique du pays, sur tous ses territoires, et fait de la participation de la France à la victoire un de ses objectifs prioritaires. Pour autant, et très rapidement, il veille à améliorer autant que possible les conditions de vie des Français et à réformer, non sans débats, l'organisation économique et sociale de la France. La Résistance a son programme, rédigé par le Conseil national de la Résistance, rédigé dans la clandestinité. Ces réformes sont aussi accompagnées d'un retour et d'un renforcement de la démocratie avec l'élargissement du droit de vote et d'éligibilité aux femmes et le retour des élections. Le peuple français retrouve sa souveraineté et manifeste immédiatement sa volonté en recomposant la représentation politique de la Nation.

Le département de Loire-Atlantique offre de multiples illustrations pour comprendre cette période exceptionnelle de notre histoire nationale. Durement frappé par la répression et la persécution, touché par les bombardements alliés dont la propagande de l'État français a cherché à tirer profit, le département est pour partie libéré dès le mois d'août, la ville de Nantes l'étant le 12. Cependant, tout l'ouest du département reste sous le contrôle de l'occupant allemand, dans l'une des poches du littoral de l'Atlantique, celle de Saint-Nazaire. Il faudra attendre le 11 mai 1945 pour que la garnison allemande se rende.

La visite du général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française, à Nantes, le 14 janvier 1945, s'inscrit donc dans ce contexte : réaffirmer le rétablissement de l'État républicain face aux pouvoirs issus de la Résistance, manifester la volonté de reconstruire le pays sur de nouvelles bases et combattre jusqu'à la victoire. C'est à la compréhension de ces enjeux, à la fois nationaux et locaux, qu'invite cette exposition, nourrie de documents conservés par toutes les structures qui œuvrent dans le département et en France pour préserver l'histoire et la mémoire de cette période complexe. La découverte des événements et des défis relevés peut aussi être une source d'inspiration pour les jeunes générations, confrontées à un monde en plein bouleversement. Malgré les difficultés à surmonter, les hommes et les femmes de France ont fait individuellement et collectivement le pari du courage et de l'audace pour (re)construire un pays et une société encore plus en accord avec l'idéal républicain de liberté, d'égalité et de fraternité. Sans nul doute un message et un passage de relais utiles pour aujourd'hui.



Éric Brossard

Agrégé d'histoire, professeur relais chargé de mission Histoire et Mémoire, conseiller pédagogique du Musée de la Résistance nationale



Seul le règlement officiel du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) fait foi.



+D'INFOS
sur AMRC.fr

1943 : L'UEURS D'ESPOIR DANS UNE FRANCE MEURTRIE

Le début de l'année 1943 est porteur d'espoir, mais le chemin est encore long et les obstacles nombreux.

NOVEMBRE 1942 - FIN 1943 : LE TOURNANT DE LA GUERRE



Le discours de Churchill du 30 juin prédit :



... Il y aura probablement de durs combats en Méditerranée et ailleurs avant la chute des feuilles d'automne.



À l'automne 1942, le débarquement réussi en Afrique du Nord a fait basculer l'armée d'Afrique aux côtés des Alliés et la bataille d'El Alamein a stoppé l'avance de l'*Afrika Korps* vers l'Égypte et le canal de Suez. L'éditorial du journal *Combat* de janvier 1943 affirme : « 1943 sera, tout le présage, l'année de la libération ». En mai, l'Axe est chassé d'Afrique.

Sur le front de l'Est, la victoire soviétique de Stalingrad en février 1943 a un retentissement plus grand encore : la *Wehrmacht* n'est plus invincible. La difficile bataille de Koursk démontre que rien n'est encore joué.

À l'été, les Alliés débarquent en Sicile, puis en Italie. Mussolini est destitué et un armistice est annoncé le 8 septembre.

En Corse, le même jour, le mouvement de résistance Front national appelle à l'insurrection et engage le combat pour libérer l'île, rejoint par un bataillon de 6 000 soldats de l'armée nouvelle française venu d'Algérie. Le 4 octobre, l'ennemi est entièrement chassé.



L'insurrection à Ajaccio, le 9 septembre 1943

LA FRANCE OCCUPÉE SOUFFRE TOUJOURS...

De nombreuses villes subissent les bombardements alliés, comme Nantes, ravagée les 16 et 23 septembre par un déluge de feu faisant au moins 1 463 morts, 2 500 blessés, 10 000 familles sinistrées.



© Famille Bousicault

▲ Nantes, rue du calvaire après les bombardements de septembre 1943



© Photographie Edouard Bourguet, Collection Saint-Nazaire Agglomération Tourisme-Ecomusée, Fonds Bourguet

▲ La rue Amiral Courbet à Saint-Nazaire en ruine après les bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale. À l'arrière-plan, se dresse la base sous-marine

Les conditions de vie des Français s'aggravent : la pénurie de denrées de première nécessité entraîne la sous-alimentation d'une partie croissante de la population.

Le charbon manque pour le chauffage des logements. Électricité et gaz sont souvent coupés. La ration de viande d'un adulte est réduite à 0,260 kg par mois en 1943 contre 3,400 kg en moyenne en 1938.

Vous toucherez au mois de janvier...

CATEGORIES	R	21	28	28	N	C	V
PAIN..... (par jour)	125 gr.	250 gr.	250 gr.	275 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.
VIANDE... (par sem.)	200 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.
MATIERES GRASSES (par mois)	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.
FROMAGES *	20 gr.	20 gr.	20 gr.	20 gr.	20 gr.	20 gr.	20 gr.
SUCRES..... *	1.250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.	250 gr.
CAFE NAT. *	»	»	150 gr.	150 gr.	150 gr.	150 gr.	150 gr.
Farines simples ou composées, Produits assimilés (par sem.)	250 gr. (coup. 4)	»	»	»	»	»	»
Farines simples ou produits assimilés (p. n.)	250 gr. (coup. 3)	250 gr. (c. 2)	250 gr. (c. 4)	»	»	»	»
BEURRE..... *	100 gr. (coup. 2)	»	»	»	»	»	»
CONFISERIE.. *	125 gr.	125 gr.	250 gr.	»	»	»	»
BATONS CHOCOLATES.... *	»	250 gr.	250 gr.	250 gr.	»	»	»

PAIN — Les catégories A et T sont remplacées par une catégorie unique.
 MATIERES GRASSES. — Le taux de 250 grammes est prévu pour les localités à approvisionnement national de la région parisienne. Dans les autres localités, il est de 200 grammes. Les cultivateurs, à l'exception des producteurs laitiers, pourront détenir le même nombre que les consommateurs ordinaires. Suppléments de 50 gr. de foin : 1^{re} catégorie, 100 gr. ; 2^e catégorie, 200 grammes.
 CREME DE BEURRE. — La ration de farines simples des catégories B et 21 pourra être attribuée en crème de riz sur présentation d'un certificat médical contre le coup n° 4.

© DR



+ D'INFOS
sur AMRC.fr



1943 : LA RÉPRESSION EST FÉROCE MAIS LA RÉSISTANCE S'UNIFIE

L'occupant nazi accentue la répression avec la collaboration active de Vichy.

La traque des résistants s'intensifie dans une France désormais entièrement occupée. Surveillance, infiltrations, dénonciations... des réseaux sont démantelés, telle la Confrérie Notre-Dame du colonel Rémy très active à l'Ouest.

À Nantes, en janvier 1943, le « procès des 42 » décapite la résistance communiste : 34 résistants français et 5 républicains espagnols sont condamnés et exécutés au champ de tir du Bêle.

La police française poursuit les rafles de Juifs. La Milice, créée le 30 janvier et dirigée par Joseph Darnand, traque Juifs et résistants en dehors de toute procédure judiciaire.

Le 30 décembre, Darnand est nommé secrétaire d'État au Maintien de l'ordre. Vichy devient l'État milicien.

La collaboration est aussi économique. Pour fournir à l'occupant la main d'œuvre de l'industrie de guerre, Laval instaure le Service du Travail obligatoire (STO) le 16 février 1943, pour les jeunes gens nés entre 1920 et 1922. Beaucoup tentent d'y échapper.



© Archives Départementales de Loire-Atlantique

MALGRÉ LES DIFFICULTÉS LA RÉSISTANCE PROGRESSE ET S'UNIFIE



Photographie de Jean Moulin, réalisée par Marcel Bernard à Montpellier au cours de l'hiver 1939-1940, coll. Antoinette Sasse

Début 1943, la situation reste confuse en Afrique du Nord : Roosevelt veut écarter de Gaulle et soutient le général Giraud.

En quête de légitimité, de Gaulle cherche l'appui de la Résistance intérieure et missionne Jean Moulin qui parvient malgré les divergences à unifier les mouvements de résistance. Il a aussi besoin du soutien des forces syndicales et politiques que les Alliés connaissent.

Ainsi est créé le Conseil national de la Résistance (CNR). Sa première réunion à Paris le 27 mai 1943 permet à de Gaulle de montrer aux Alliés que la France entière est derrière lui.

L'arrestation, quelques semaines plus tard, de Jean Moulin ne remet pas en cause cette unité qui permet, le 3 juin à Alger, la création du Comité français de la Libération nationale (CFLN).



▲ Une de La Dépêche algérienne annonçant la constitution du Comité français de la Libération nationale (CFLN), 4 juin 1943





+ D'INFOS
sur AMRC.fr

LES DÉBARQUEMENTS

En juin 1940, à l'issue de la bataille de Dunkerque, Churchill promettait « *Nous reviendrons* ». Quatre ans après, les Alliés s'apprêtent à débarquer en Normandie.

AVANT LE JOUR J

Dès l'été 1940, des réseaux de renseignements se structurent entre la résistance locale, les agents de la France libre et les services anglo-américains.

Fin 1943, à Téhéran, les Alliés s'accordent pour organiser les débarquements de Normandie et de Provence.

Un essai grandeur nature a déjà eu lieu à Dieppe en août 1942 et des répétitions se tiennent dans le Devon en avril 1944.

Désinformation et diversion, telle *Fortitude*, sont menées qui laissent croire à un débarquement dans le Pas-de-Calais, voire en Norvège.

Le 5 juin, les Allemands décodent le message Verlaine de la BBC mais s'en désintéressent.

Le castelbriantais Auguste Morantin (Réseau Buckmaster) ➤



©MIRN



Borne de la liberté
Place de la Motte à Châteaubriant

NORMANDIE, PROVENCE

Le 6 juin, l'armada alliée débarque sur les plages du Calvados rapidement sous contrôle. Cependant, la difficulté de progression dans le bocage normand a été mésestimée : la bataille s'éternise.

L'opération *Cobra* du 25 juillet permet enfin d'enfoncer les défenses ennemies. Le front est percé à Avranches et les troupes de Patton peuvent se diriger vers la Bretagne et la Loire.

Lancée le 15 août sur les côtes provençales, l'opération *Draagoon*, qui implique les forces françaises aux côtés des Alliés, ouvre un nouveau front visant la libération des ports de Toulon et Marseille et la progression vers la Bourgogne pour y établir la jonction avec les troupes venues de Normandie.

◀ Le 4 août 1944, les Alliés menés par la 4e division blindée de l'armée du général Patton entrent dans Châteaubriant et libèrent la ville de l'occupation allemande.

▶ Une colonne de goumiers du 2^e GTM (groupe de tabors marocains) progresse vers le port de Bastia. Les Alliés débarquent en Provence, avec entre autres dans leurs rangs : des goumiers, des tirailleurs sénégalais.



LE RÔLE CRUCIAL DE LA RÉSISTANCE

Amplifiés en 1943 par les réfractaires au STO, puis après le débarquement par tous ceux et celles qui veulent contribuer à la Libération, les maquis sont d'abord tenus à l'écart par les Alliés et dramatiquement dépourvus d'armes.

Mais ces derniers prennent vite la mesure de leur potentiel et leur font parvenir des moyens pour perturber le trafic ferroviaire et les communications, freiner la marche des renforts et déclencher des actions de guérilla.

La mobilisation des forces de la Résistance a assuré la réussite des opérations militaires alliées.

Elle a permis aussi d'engager les combats avant l'arrivée des soldats comme ceux de De Lattre à Toulon ou Marseille, la libération sans violence comme à Limoges avec Georges Guingouin à la tête de 20 000 maquisards.



▲ Parachutistes français du 4^e SAS/2^e RCP posant avec deux jeunes maquisards. Cliché pris le 20 juin 1944 dans une grange à Kersamson près de Loyat (Morbihan) où ils ont trouvé refuge. De gauche à droite : au premier plan, Henry Corta et Ange Urien. Derrière : Michel Lakermance, un maquisard surnommé "Riri" et André Bernard. François Folin prend la photo.



+D'INFOS
sur AMRC.fr



ENFIN LIBRES

Les Alliés souhaitent progresser rapidement vers le Reich. L'insurrection parisienne change les plans. À l'Est, le front est rompu en février 1945. Les « empochés » doivent attendre la capitulation.

L'INSURRECTION PARISIENNE

Le 10 août, les cheminots déclenchent la grève, rejoints par les PTT, la RATP et la police. Le 18, Rol-Tanguy, chef FFI d'Île-de-France, décrète la mobilisation générale.

Les insurgés s'emparent d'armes et de bâtiments publics comme la Préfecture de police. Au bureau du CNR, l'insurrection fait encore débat. Les représentants de De Gaulle divergent : Parodi est pour, Chaban contre.

Des membres du CNR ont négocié une trêve, non respectée et finalement rejetée. Paris compte plus de 650 barricades. Les combats s'intensifient.

De Gaulle et Koenig, commandant supérieur des FFI, obtiennent d'Eisenhower l'engagement des Alliés. Le 24 août, des unités d'avant-garde de la 2^e DB entrent dans Paris. Le lendemain, Leclerc et Rol-Tanguy reçoivent la reddition du gouverneur militaire Von Choltitz.



Résistants FFI munis d'armes de poing derrière une barricade située devant l'Hôtel de Touraine, au n° 73 de la rue Taitbout



▲ L'entrée dans Paris le 24 août au soir, de la Nueve avec 3 chars français, tous de la 2^e DB

À L'EST DU PAYS

Renforcées par l'intégration des FFI, les armées françaises combattent dans les Vosges aux côtés des Américains et libèrent l'Alsace : Mulhouse le 20 novembre avec de Lattre, Metz le 21 avec Patton et Strasbourg le 23, où Leclerc tient ainsi son serment de Koufra de mars 1941.

En décembre, les Allemands lancent une contre-offensive meurtrière mais la prise de Colmar en février 1945 permet aux Alliés d'atteindre le Rhin. La campagne d'Allemagne peut commencer.



Découverte du camp de concentration Natzweiler-Struthof vide, par les Américains le 25 novembre 1944, une jeep devant le portail



Le 12 août 1944, vers 16 heures, les blindés américains arrivés depuis le 3 août dans le département entrent dans Nantes par la route de Rennes.

LES POUCHES

Fin mars 1945, les Allemands, qui ont reçu l'ordre de tenir jusqu'au bout, résistent encore sur la façade atlantique, à Lorient, Royan, la Pointe de Grave, La Rochelle, l'île de Ré et Saint-Nazaire.

En avril, des renforts de l'armée régulière - comme la 2^e DB à Royan - ou des négociations avec l'occupant - comme à La Rochelle - permettent la libération de ces poches. Saint-Nazaire est la dernière à se rendre, le 11 mai.



Sous les ordres du général de Larminat, une armée composée essentiellement de FFI faiblement armés et peu expérimentés tient ses positions où près de 60 000 civils « empochés » vont endurer des conditions de vie terribles alors que le pays est libéré.

◀ Insigne d'empoché de la Seconde Guerre mondiale appartenant à Gilberte Queruau Lamerie

AUTRES COMBATS

En Maurienne et en Tarentaise, les armées françaises livrent leurs derniers combats le 2 mai.

À Dunkerque, les Tchécoslovaques obtiennent la reddition des troupes allemandes le 9 mai.



▲ Point de contrôle allemand dans les ruines de Saint-Nazaire, 1945

1944 : UN NOUVEAU TOURNANT DANS LA RÉPRESSION

Contre la Résistance, les nazis et le régime de Vichy misent sur une répression aveugle.



+ D'INFOS sur AMRC.fr

12



Annnonce de la création des cours martiales par le journal collaborationniste Ce soir (21 janvier 1944). Ces juridictions ne prévoient pas la présence d'un avocat et leurs sentences sont exécutoires immédiatement.



Vichy crée en janvier 1944 des cours martiales qui peuvent prononcer des exécutions sommaires jusque dans les prisons.

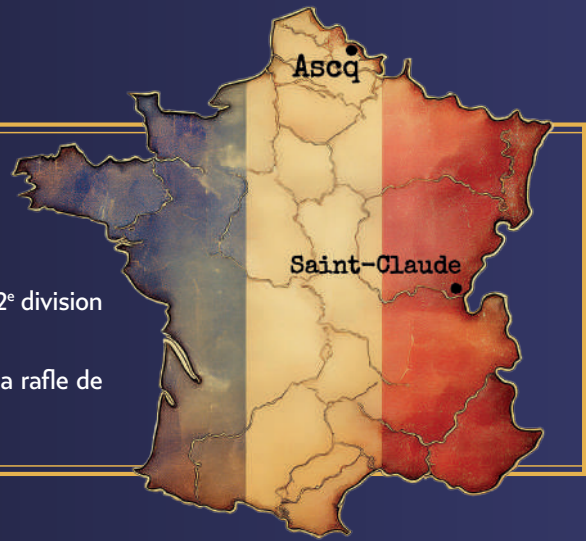
Pour discréditer la Résistance, les autorités allemandes organisent en février 1944 le procès de 23 FTP-MOI, dont Missak Manouchian. Pour faire passer le groupe pour une bande de criminels aux yeux de l'opinion, 15 000 exemplaires de l'Affiche rouge sont placardés.

◀ L'occupant veut compromettre la Résistance en jouant les cartes du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie.

Le décret Sperrle-Erlass, promulgué par le commandement militaire allemand étend à l'Europe de l'Ouest les méthodes employées depuis 1941 à l'Est. L'ordre est donné de réprimer immédiatement tout acte de résistance. Les civils deviennent des ennemis potentiels.

Ainsi, à la suite d'un sabotage ferroviaire sans dommages matériels importants, un convoi de la 12^e division blindée SS massacre 86 habitants d'Ascq dans la nuit du 1^{er} au 2 avril.

Des opérations se multiplient pour anéantir la Résistance et terroriser les populations, comme la rafle de Saint-Claude dans le Jura le 9 avril.



ÉXECUTIONS, ARRESTATIONS ET DÉPORTATIONS

La Milice de Darnand impose un régime de terreur.

En janvier, elle assassine l'ancien président de la Ligue des droits de l'homme Victor Basch, âgé de 80 ans. Le 27 mars 1944, 700 miliciens participent à l'assaut final du plateau des Glières aux côtés des Allemands.

Après le débarquement, la Milice poursuit son action criminelle en assassinant deux anciens ministres de la III^e République, Jean Zay et Georges Mandel.

Les déportations génocidaires se poursuivent alors que les Alliés progressent. Les préfets reçoivent l'ordre de communiquer à la Sipo-SD (Police de sûreté d'État et services de sécurité du parti nazi) la liste des Juifs étrangers et français. Des convois partent vers les centres de mise à mort jusqu'en août 1944.

Les déportations par mesure de répression n'ont jamais été aussi massives. Au printemps 1944, du 22 mars au 4 juin, 10 500 personnes sont déportées depuis Compiègne. Le 15 août 1944, 2 400 résistants dont 550 femmes, sont entassés dans 30 wagons en gare de Pantin à destination de Buchenwald ou Ravensbrück. Plus de 23 000 personnes sont déportées après le débarquement avec des convois qui partent de province jusqu'en novembre.



Photo du transfert des résistants de Broualan, ici à Rennes

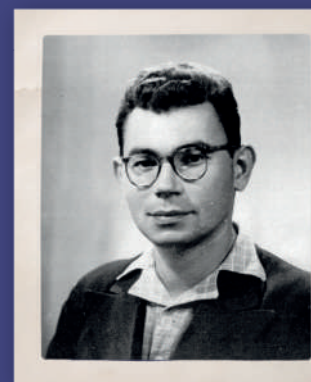


© Collection Jean-Claude Baron

Marcelle Baron

35 ans en 1944

Entrée dans la Résistance en 1942, elle est arrêtée en mars 1944 puis déportée avec Giselle Fraud Giraudeau en mai 1944 à Ravensbrück.



© Collection Jean-Claude Baron

Joseph Fraud

23 ans en 1944

Arrêté en juin 1944, ce résistant nantais est déporté le 17 août par le convoi 79 alors que les Allemands commencent à évacuer Paris.



© Famille Bleichy/CHRD de Lyon

Marc Bloch

58 ans en 1944

Un des plus grands historiens du XX^e siècle, qui a rejoint la Résistance. Il est fusillé par la Gestapo le 16 juin 1944, près de Lyon.



L'ESCALADE DE LA VIOLENCE APRÈS LE DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE

À l'été 1944, exécutions sommaires et massacres prennent pour cible des individus ou des villages entiers.

Dès le 8 juin, quand les troupes allemandes se mettent en mouvement pour rejoindre le front de Normandie, les massacres de populations civiles se multiplient.

Le Limousin, terre de résistance, devient le théâtre d'une répression à grande échelle. Le 9 juin, la *Das Reich*, transférée du front russe, fait pendre 99 hommes à Tulle en représailles de l'exécution de prisonniers allemands par des « francs-tireurs ».

Le lendemain, des hommes de la 3^e compagnie du régiment *Der Führer* de cette même division détruisent Oradour-sur-Glane et assassinent 643 hommes, femmes et enfants.



Dessin anonyme des Pendaisons de Tulle, le 9 juin 1944



DES MAQUIS ATTAQUÉS, DES POPULATIONS TERRORISÉES

© Musée de la Résistance en Bretagne de Saint-Marcel



La Ferme de la Nouette détruite après les combats de Saint-Marcel

© MRV



Vassieux en ruines, après l'attaque des commandos aéroportés allemands, le 21 juillet 1944

© Ville de Gouesnou



← Monument dédié au Massacre de Penguerec

Les Allemands utilisent les méthodes les plus brutales pour détruire les maquis.

Ainsi, ils se vengent des pertes subies lors de l'attaque du maquis de Saint-Marcel du 18 juin en se livrant à de terribles représailles contre la population civile.

Le maquis de Saffré en Loire-Inférieure est attaqué le 28 juin. 16 maquisards meurent au combat. 27 autres sont exécutés après une parodie de procès.

En juillet, le village de Vassieux est entièrement détruit et sa population massacrée au moment de l'assaut lancé par les Allemands contre le maquis du Vercors.

Des centaines de massacres ponctuent le repli des Allemands avec des crimes commis dans toute la France, souvent en représailles d'actes de résistance. Le 7 août, en réaction à une opération de résistance menée à Gouesnou dans le Finistère, 42 civils sont fusillés par des soldats de la Kriegsmarine.

Pendant que Paris fête sa libération le 25 août, 124 habitants du village de Maillé en Indre-et-Loire sont massacrés et le bourg incendié. Leur déportation ne pouvant plus être organisée, les Juifs sont également victimes de ces exactions. Dans le Rhône, les 17, 18 et 21 août, 109 détenus juifs sont extraits de la prison de Montluc et massacrés sur l'aérodrome de Bron.

L'été 1944 laisse l'image d'une France libérée dans la douleur.



▲ Dans la famille Confolent, seul le père a échappé au massacre de Maillé.

© Collection privée/Maison du souvenir de Maillé



+ D'INFOS
sur AMRC.fr



LA BATAILLE DE L'OPINION

L'occupant et Vichy contrôlent tous les moyens de propagande. Pour la Résistance, la bataille de l'opinion est primordiale. Le prix payé est lourd. La guerre des ondes se mène depuis Londres, Brazzaville et Alger.

16

À Nantes en 1943, alors que les collaborationnistes ont pignon sur rue et que la *Propaganda Staffel* du *Sonderführer* Menny contrôle les publications, des résistants organisent la contre-propagande.

Front, organe du Front national ►
1^{er} décembre 1943



©Domaine public-source.bnf



©Coll. Jean-Claude Baron

Gisèle Fraud-Giraudeau

Elle frappe les stencils que lui confie son frère pour le réseau de Libertaire Rutigliano.

Arrêtée le 3 avril 1944, torturée par la Gestapo, déportée en mai à Ravensbrück (Allemagne) puis Zwodau (République tchèque).

Libérée le 7 mai 1945, elle pèse 35 kg quand elle rejoint Treillières.



©Domaine public-source.bnf



©Domaine public-source.bnf

Quelques titres de presse clandestine

Tracts et papillons sont utilisés pour des appels précis à manifester, ici le 14 juillet 1943. Manifestations et grèves de 1943-1944 participent de la bataille de l'opinion et s'intègrent dans une stratégie de résistance...

LA PRESSE CLANDESTINE

Les journaux clandestins passent de main en main. Plus de 1000 titres paraissent. Beaucoup pour quelques numéros.

Trouver du papier, de l'encre, rédiger, imprimer suppose une organisation. Des mouvements se fondent autour d'une publication. Des partis politiques interdits mènent aussi la bataille de l'opinion. Le PCF (Parti communiste français) diffuse des journaux nationaux, régionaux et locaux.

► Début 1943, les groupes-francs de la région lyonnaise décident de montrer que la Résistance, existe toujours à Lyon, contrairement aux déclarations du ministre de l'Information de Vichy. Ils éditent un faux numéro du journal collaborationniste, Le Nouvelliste de Lyon. Acheminés en camionnettes vers les kiosques lyonnais, 25 000 exemplaires sont distribués, appelant la population à résister.



©ADZ4

LA BATAILLE DES ONDES

Deux radios sont autorisées. Radio-Paris pour l'occupant, la Radiodiffusion nationale pour Vichy. Entre deux divertissements, l'une glorifie le nazisme, l'autre la « Révolution nationale ». Au Radio-Journal de France, Philippe Henriot stigmatise les Juifs, les communistes, les gaullistes et les Alliés. Il n'y a pas d'émetteurs clandestins de la Résistance : installations trop lourdes, facilement repérables.

La bataille des ondes se mène depuis Londres, Brazzaville, Alger. Radio-Londres diffuse « Honneur et Patrie » et « Les Français parlent aux Français » qui font connaître les actions de la Résistance et font passer des messages codés. Le 18 juin 1943, de Gaulle inaugure à Brazzaville un émetteur capable d'atteindre Paris. Radio-Brazzaville devient « La voix de la France libre ». Radio-Alger se rallie aux Français libres en février 1943 et prend le nom de Radio-France.



Sur les ondes de la BBC et sur l'air de la Cucaracha, Pierre Dac chante :
"Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand".

En 1943 et 1944, la Résistance gagne en crédibilité auprès de ceux qui n'adhèrent pas, ou plus, au régime de Vichy. Rapports de police et notes des préfets signalent « une hostilité permanente et grandissante à l'égard de l'occupant... ». Au cinéma, les « Actualités mondiales » - coproduites par Vichy et l'occupant depuis mai 1942 via *France-Actualités* - suscitent sifflets et quolibets.

En 1944, la presse clandestine tire à deux millions d'exemplaires. Ses lecteurs sont aussi nombreux que ceux de la presse collaborationniste et la Résistance gagne la bataille de l'opinion. Un des premiers actes du gouvernement de la France libre est le rétablissement de la liberté de la presse et de l'information (ordonnance du 6 mai 1944).



+ D'INFOS
sur AMRC.fr

RESTAURER LA RÉPUBLIQUE



Pour la Résistance, il n'est pas question de passer de l'occupation allemande à une administration américaine, mais de créer les conditions d'une légalité républicaine dans une France souveraine.

À L'ÉCHELLE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Le Comité français de Libération nationale (CFLN) est créé le 3 juin 1943. Il s'agit de préparer la libération, d'éviter l'administration du territoire par les Américains (AMGOT) et de conforter de Gaulle comme chef légitime de la France résistante puis libérée.



Billet drapeau
(AMGOT) recto



Billet drapeau
(AMGOT) verso

« Billet de banque mis en circulation en Normandie par les Alliés anglo-américains après le débarquement. Le général de Gaulle considère ces « vignettes » comme « une monnaie soi-disant française, fabriquée à l'étranger, que le Gouvernement de la République ne reconnaît absolument pas ».



Article du journal La France reconnaissant le Comité français de la Libération nationale

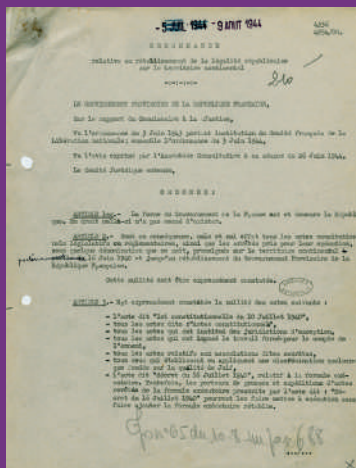
Le CFLN siège à Alger et est organisé comme un gouvernement.

Une Assemblée consultative provisoire représente les différentes tendances de la Résistance intérieure et la France libre.

Elle prévoit par exemple le vote des femmes et leur éligibilité (ordonnance du 21 avril 1944). Le CFLN promulgue plus de 400 ordonnances détricotant tout ce que fait Vichy.



▲ Séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger



Le 3 juin 1944, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) succède au CFLN. Le 9 août, une ordonnance rétablit la légalité républicaine et annule les lois de Vichy. Le 31 août, le GPRF siège à Paris, à nouveau capitale d'un État républicain.

Reconnu officiellement par les Alliés seulement le 3 octobre, sa légitimité est renforcée par l'Assemblée constituante issue des élections d'octobre 1945. Il reste en place jusqu'à la nouvelle Constitution de 1946.

◀ Ordonnance du 9 août 1944

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

17 commissaires régionaux de la République disposent de pouvoirs régaliens à l'instar d'un chef d'État, tel François Coulet qui arrive à Bayeux le 14 juin 1944. Parachuté dans une zone libérée par les Britanniques, il nomme aussitôt les sous-préfets.



Raymond Aubrac, commissaire régional de la République avec le général de Gaulle, à Marseille, en septembre 1944

Eisenhower comprend alors que l'administration militaire imaginée à Washington sera impossible à imposer aux Français.

Partout de nouveaux préfets et sous-préfets sont nommés et les Comités départementaux de Libération qui ont préparé et coordonné l'insurrection sont, à l'installation des nouvelles autorités, la représentation provisoire de la population du département.

EN LOIRE-INFÉRIEURE

Michel Debré, commissaire régional de la République, démet les hauts-fonctionnaires de Vichy et supprime les assemblées locales. Il nomme Alexandre Vincent préfet provisoire de Loire-Inférieure le 15 août 1944.

À Nantes, Clovis Constant, vice-président du Comité départemental de Libération est désigné maire.



▲ Maria Humbolt, maire de Corsept, avec ses filles, le 30 septembre 1945



+ D'INFOS
sur AMRC.fr

LES ÉPURATIONS

Le programme du CNR prévoit de « veiller au châtement des traîtres » mais, à l'été 1944, l'épuration commence avant l'installation de tribunaux.

L'ÉPURATION POPULAIRE

Une partie de la population règle ses comptes avec celles et ceux qu'on a vus collaborer ou fréquenter l'occupant ou les « BOF » (beurre-œuf-fromage) qui ont profité de la guerre. En France, on dénombre 9 000 exécutions sommaires (une dizaine en Loire-Inférieure), près de 20 000 femmes sont tondues.



© MRA - Cité de Lucien Tubier, photographe professionnel

▲ Au cours des journées des 29 et 30 août 1944, une vingtaine de femmes furent tondues à Nice en raison de leur fréquentation de militaires allemands ou de leur appartenance à des mouvements collaborationnistes. Quatre d'entre elles figurent sur ce cliché où l'on distingue sur leur front la croix gammée, symbole d'opprobre. Elles sont d'âge et de physique différents et paraissent faire preuve de calme, alors qu'elles sont photographiées pour conserver le souvenir de leur « infamie ».

LE RETOUR À L'ÉTAT DE DROIT

Préfets et sous-préfets mettent en place l'internement administratif. 1 548 personnes sont ainsi internées entre août 1944 et début 1945 à Nantes, Châteaubriant (Choisel), la Baule et Saint-Père-en-Retz, essentiellement pour motif politique (300 adhérents du PNB, le Parti national breton, 900 adhérents du groupe Collaboration). 472 seront jugées.



© Mémorial de la Shoah/CII-363

▲ Collaborateurs emprisonnés au camp de Drancy, août-septembre 1944

Sont installées une Haute Cour de Justice (mars 1945 - juillet 1949) pour les faits les plus graves, des cours de justice départementales (octobre 1944 - janvier 1951) et des cours martiales.

Une Chambre civique peut prononcer l'indignité nationale, la confiscation des biens ou l'interdiction d'exercice.

En Loire-Inférieure, l'épuration entraîne 2 248 procès et 44 condamnations à mort.



© Musée de la Résistance, Ville de Limoges

▲ Pétain, condamné à mort, est gracié par de Gaulle.



© Domaine public auteur inconnu

▲ Laval est jugé en octobre 1945 pour haute trahison et complot contre la sûreté de l'État. Il est condamné à mort et ses biens sont confisqués.

ÉPURATIONS ÉCONOMIQUE ET PROFESSIONNELLE



Des commissions sont chargées de réprimer les faits de commerce avec l'ennemi. Les profits illicites sont confisqués : 123 000 dossiers ouverts et, dès 1948, 30 milliards de Francs déjà payés au Trésor sur les 140 prévus.

Administrations, associations, syndicats, partis (par exemple le PNB) et même l'Église sont concernés, ainsi que la presse. À Nantes, *Le Phare de la Loire*, *Le Journal d'Ancenis* ou *Le Courrier de Paimboeuf* sont sanctionnés.

◀ *On lui inventa une liaison avec Goebbels. Arrêtée au printemps 1945, elle est condamnée à 10 ans d'indignité nationale et se voit interdire de travailler. Son nom est effacé des génériques de ses films. Pauvre, détestée, l'actrice meurt le 22 janvier 1950 dans un taxi parisien, à l'âge de 28 ans.*

L'ÉPURATION, MOMENT UNIQUE DANS L'HISTOIRE FRANÇAISE

130 000 jugements, 50 000 peines d'indignité nationale, 48 000 peines d'emprisonnement, 7 000 condamnations à mort (beaucoup prononcées par contumace), 770 exécutions civiles, 1 000 exécutions par une cour martiale, 22 à 28 000 fonctionnaires sanctionnés : ministres, recteurs, préfets (209 sur 275), 20% des officiers de gendarmerie, 5 à 10% de gendarmes...

Les femmes, beaucoup plus réprimées, représentent 20 à 30% des exécutions sommaires, 1/3 des internés, globalement 1/4 de la population jugée (habituellement 10%).

L'épuration se poursuit au-delà de la Libération même si des lois d'amnistie (1951, 1953) sont votées. Les crimes politiques, en particulier l'antisémitisme d'État, resteront longtemps dans l'oubli.



+D'INFOS
sur AMRC.fr

« LES JOURS HEUREUX » UN PROGRAMME DE RUPTURE

Issus d'horizons divers, les femmes et les hommes de la Résistance posent les bases nouvelles d'une République démocratique et sociale.

C'est une révolution que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. [...]

Le général de Gaulle,
devant le National Defense
Public Interest Committee,
1^{er} avril 1942

Les hommes qui au début de cette guerre « ne savaient pas pourquoi ils se battaient » ont compris [...] que le but à atteindre était l'établissement d'une condition humaine libérée de la puissance de l'argent, affranchie du besoin, ouverte à un idéal de solidarité et de justice. [...]

Robert Salmon,
Défense de la France n°45,
avril 1943

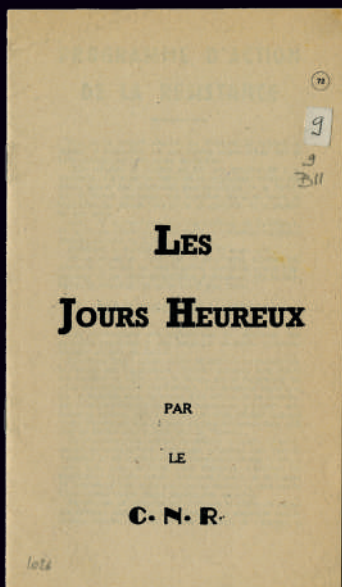
Nous voulons obtenir immédiatement la mise en œuvre d'une Constitution où la liberté et la justice recouvrent toutes les garanties [...] la destruction impitoyable des trusts et des puissances d'argent... Dans l'état actuel des choses, cela s'appelle une révolution.

Albert Camus,
Combat,
21 août 1944

Le CNR travaille neuf mois durant à la rédaction d'un projet. Sa deuxième partie prépare l'après-libération. L'occupation et « l'usurpation de la représentation nationale par Vichy »¹ ont permis cette démarche trans-partisane entre des adversaires politiques d'hier. La démocratie, le rôle de l'État sont au cœur du programme adopté à l'unanimité le 15 mars 1944.

1 (Claire Andrieu)

DES RÉFORMES POUR REFAIRE NATION



Il inspire les premières mesures du GPRF et façonne des réformes pour refaire nation et reconstruire le pays.

Il rencontre les aspirations des Français à la Libération.



Affiche anti-trust du PCF en 1944

DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Les ordonnances adoptées dès 1944 initient « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ».

Un plan de nationalisation débute dans des secteurs stratégiques : énergie, banques, transports, par ordonnances (Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en décembre 1944, transports aériens en juin 1945) puis par la loi (banques en décembre 1945).



Statut du Mineur suite à la nationalisation des Houillères du Nord en 1944



Des entreprises qui ont collaboré sont nationalisées à titre de sanction comme Renault, Gnome et Rhône en janvier 1945.



+ D'INFOS
sur AMRC.fr

REFAIRE RÉPUBLIQUE ET NATION, RÉNOVER, DÉMOCRATISER

DES RÉFORMES POLITIQUES



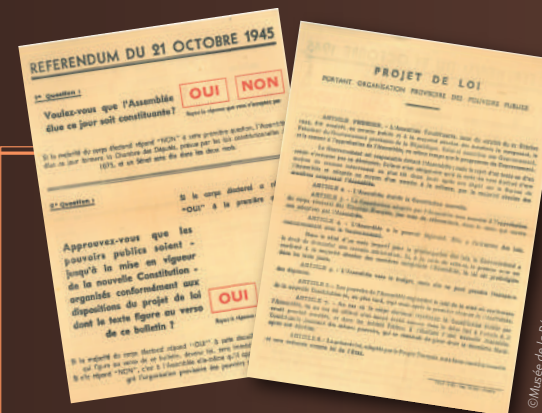
▲ 1945 - 1^{er} vote des femmes en France

Le programme du CNR vise « l'établissement de la démocratie la plus large, le rétablissement du suffrage universel, la liberté de la presse et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères, la liberté d'association, de réunion et de manifestation... et l'égalité absolue des citoyens devant la loi ». Il inspire les mesures prises par le GPRF.

Celui-ci va au-delà en accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité. Elles participent pour la 1^{re} fois à une élection en 1945.

De Gaulle conclut ainsi son discours du 12 décembre 1944 au Palais de Chaillot :

« [la France] veut faire en sorte que l'intérêt particulier soit toujours contraint de céder à l'intérêt général, que les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées non point pour le profit de quelques-uns, mais pour l'avantage de tous... »



Le GPRF s'appuie sur le principe de **souveraineté de la nation** : les citoyens sont donc consultés par référendum le 21 octobre 1945 sur le caractère constituant de l'assemblée à élire. Leur vote « pour » (96,37%) met fin à la III^e République. Une assemblée constituante est élue.

Une nouvelle constitution sera adoptée le 27 octobre 1946.

©Musée de la Résistance - Ville de Limoges

DES RÉFORMES SOCIALES

La Sécurité sociale est créée par ordonnance du 4 octobre 1945. L'Assemblée consultative s'était prononcée « pour », par 194 voix contre 1.

Son financement est assuré par des cotisations salariales et patronales. Les assurés participent à sa gestion.



Les syndicats sont à nouveau autorisés. Les salariés peuvent élire des **délégués du personnel**. La création des **comités d'entreprises** en février 1945 favorisera l'accès aux vacances, au sport, à la culture.

Ces réformes redonnent espoir quand tout est à reconstruire dans un contexte d'urgence sociale.

Son principe est la solidarité : on cotise selon son revenu, on reçoit selon ses besoins pour « garantir à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. »



▲ Ville de Vire en Normandie.
L'église Notre-Dame est encore debout.

VILLE DE NANTES

PROJET DE RECONSTRUCTION
ET D'AMÉNAGEMENT
1945

PROJET DE RECONSTRUCTION
ET D'AMÉNAGEMENT
1945



Programmation culturelle 2024-2025

Samedi 19 octobre 2024

À 14h : Ouverture du Musée de la Résistance
À 17h : Inauguration de l'exposition temporaire
suivie du verre de l'amitié au musée
Entrée libre et gratuite

Dimanche 20 octobre 2024

De 10h à 18h : Ouverture exceptionnelle du musée
Entrée libre et gratuite

Autour du 11 novembre 2024

Semaine du Souvenir et de la Citoyenneté
organisée par la Ville de Châteaubriant

Novembre 2024

Rencontre pédagogique
autour du sujet du CNRD 2024/2025
*Sur invitation – réservée aux enseignants
préparant le concours*

Février 2025

Ciné-rencontre au lycée Aristide Briand
de Saint-Nazaire (44)
Sur invitation

Samedi 17 mai 2025

De 14h à 21h : Nuit européenne des musées
Entrée libre et gratuite

Samedi 31 mai 2025

De 14h à 17h : Journée nationale de la Résistance
À 15h : Évocation artistique, textes et chansons
Entrée libre et gratuite

Samedi 20 et dimanche 21 septembre 2025

De 14h à 18h : Journées européennes du patrimoine
Entrée libre et gratuite



Musée de la Résistance

Installé dans une ancienne ferme à proximité du site historique classé de la Carrière des fusillés, le musée est inauguré en octobre 2001 par Maurice Nilès, président de l'Amicale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt, lors des cérémonies marquant le 60e anniversaire des exécutions à Châteaubriant, Nantes et Paris.

Le musée est aménagé par l'Amicale qui en est la propriétaire depuis 1989. À son ouverture, sa gestion et son animation sont confiées aux Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC), par convention. Elles adhèrent au Musée de la Résistance nationale, réseau de 28 associations, musées et centre de ressources. C'est la plus importante collection du pays, labellisée « Musée de France » et dévolue aux Archives nationales. Reconnu d'utilité publique, ce vaste réseau possède l'agrément « Jeunesse et éducation populaire ».

S'appuyant sur ce riche patrimoine d'intérêt national enrichi en permanence, le musée propose aux visiteurs une découverte sur deux niveaux, à travers deux espaces d'expositions permanentes et une temporaire.

AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Après l'accueil-boutique, le premier espace est dédié à la mémoire des otages fusillés ainsi qu'à leurs camarades, prisonniers au camp d'internement de Choisel à Châteaubriant, puis à Aincourt, Voves et Rouillé. Le parcours met particulièrement en lumière la solidarité et l'esprit de résistance dont ces internés font preuve derrière les barbelés.

À L'ÉTAGE

Une première salle présente chaque année une exposition temporaire en lien avec le concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, l'Académie de Nantes et les services départementaux de l'Éducation.

Plus loin, une autre évoque les résistances en Pays de Châteaubriant au moyen de frise chronologique et d'objets donnés par de nombreux habitants du territoire.

Le musée est ainsi quotidiennement sollicité, montrant son dynamisme et sa vitalité culturelle.

Bonne visite



Le musée est situé à l'entrée du site historique de la Carrière des fusillés à 2 kilomètres du centre-ville de Châteaubriant, au lieu-dit de La Sablière (direction route de Laval).



Horaires d'ouverture

En visite libre :

- › De septembre à juin : les mercredis et samedis de 14h à 17h
- › De juillet à août : du mardi au samedi de 14h à 18h

En visite guidée :


- › Pour les groupes : du mardi au vendredi (sur réservation)
- › Pour le grand public : tous les vendredis des vacances scolaires zone B
Départ à 10h à l'accueil du musée

Fermeture :

- › Les dimanches, lundis et jours fériés
- › Annuellement de la mi-décembre à janvier

Musée de la Résistance de Châteaubriant

La Sablière, Carrière des fusillés - 44110 Châteaubriant - France
02 40 28 60 36 / contact.musee.resistance@orange.fr

 museeresistance.chateaubriant

www.musee-resistance-chateaubriant.fr

Collectivités, Institutions et partenaires de l'exposition

Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	La Communauté de Communes Châteaubriant-Derval	Le Croisic
Inspection académique de Loire-Atlantique	Basse-Goulaine	Montoir-de-Bretagne
Le ministère des Armées (Direction de la Mémoire, de la Culture et des Archives)	Bouguenais	Nantes
Le Conseil Régional des Pays de la Loire	Châteaubriant	Rezé
Le Conseil Départemental de Loire-Atlantique	Couëron	Saint-Herblain
	Divatte-sur-Loire	Saint-Joachim
	Erbray	Saint-Nazaire
	La Chapelle-Launay	Saint-Vincent-des-Landes
	La Chapelle-sur-Erdre	Savenay

Mécènes privés partenaires de l'exposition

ARTELIA	EQUANS-INÉO	Patrick TUAL
ATP Atlantique Travaux Publics	FORMA6	SADE
BÉRIM	France Bleu Loire Océan	SNCF
COCA Atlantique	LTPE	SUEZ
DEMATHIEU BARD Construction	NGE	TOTAL Énergies
EIFFAGE	PAPREC	

Exposition réalisée par l'association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant

Michelle Abraham, Jean-Claude Baron, Alain Bellet, Vincent Bourguine, Marie-Chantal Boutet, Éric Brossard (MRN), Élise Colineau, Laurence Feidt, Roland Feuvrais, Lucienne Méchaussie, Françoise Moreau, Éliane Nunge, Marie Raynaud, Pierre Raynaud, Justine Ragot, Mélanie Samson, Laëtitia Schumacher, Loïs Simon, Nelly Touzet, Françoise Vasseur.

Le travail de mémoire pour cette exposition a pu se concrétiser, pour la partie iconographique et muséologique, grâce aux prêts, dons et implications directes des sociétés, leurs personnels et/ou militants ou particuliers :

Archives départementales de Loire-Atlantique, Archives départementales de la Dordogne, Archives de Nantes, Archives de Saint-Nazaire, AFMD44, Amicale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt, Association des Relais de la mémoire, Comité du Souvenir du maquis de Saffré, Association du Souvenir du général Leclerc, MRN Champigny-sur-Marne, RMN Grand-Palais, Musée de la Résistance en Bretagne-Saint-Marcel, Gallica-BNF, Musée de la Résistance-Ville de Limoges, Archives nationales, ECPAD, Mémorial du Struthof, Musée de l'Ordre de la Libération, Mémorial Charles de Gaulle.

Sandy Antelme, Vincent Bourguine, Gérard Cerizier et Éric de Grandmaison.

Famille Abiven, Famille Albert, Famille Beaussier, Famille Boussicault, Famille Billerault, Famille Bompol, Famille Boucherie, Famille Crotti, Famille Delobel, Famille Friot, Famille Ginsburger-Vogel, Famille Morineau, Famille Nourisson, Famille Quesne.

En vous priant de bien vouloir nous excuser auprès de toutes celles et tous ceux que nous aurions omis de mentionner le nom, et que tous en soient remerciés.



L'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) est le centre d'archives et de production audiovisuelle du ministère des Armées. Avec près de 15 millions de photographies et 100 000 heures de films, l'ECPAD conserve des archives témoignant des conflits contemporains auxquels les forces armées françaises ont participé depuis 1915. Acteur culturel, l'ECPAD valorise ce patrimoine à travers l'édition d'ouvrages, la coproduction de films, la réalisation d'expositions et la participation à des festivals. L'établissement est également un acteur de l'éducation et de la recherche auprès des scolaires, des étudiants et des enseignants.



Conception graphique pour l'exposition et le catalogue :

Agence ZOAN / Châteaubriant - 44 - Tél. : 02 40 28 80 94 / www.zoan.fr

Impression : GOUBAULT Imprimeur / La Chapelle-sur-Erdre - 44 - Tél. : 02 51 12 75 75 / www.goubault.com